

En mémoire de Jos Geudens (1947-2010)

dimanche 21 mars 2010, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2010).

Ecrire sur le décès d'un ami, c'est comme revenir sur ses pas et refaire une partie du chemin parcouru ensemble.

Jos Geudens avait choisi une voie difficile : celle de la révolution en Belgique, ce petit pays fabriqué par les grandes puissances au début du 19^e siècle. Elles ont rassemblé de bric et de broc deux peuples : les Flamands et les Wallons pour réaliser un Etat faible, tampon entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Jos a fait ce choix au Nord du pays, et moi au Sud. Jos était un Anversois débordant d'énergie. Pour lui, la défense des opprimés, de l'Humanité et la solidarité constituait une préoccupation constante. Mettre cela en pratique était son pain quotidien.

Nous nous sommes connus au cours des années 1970 en contribuant à la construction et au renforcement d'une organisation dont le nom à lui seul exprimait notre option commune : la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT) [1], section belge de la Quatrième Internationale. Au début des années 1980, la LRT (RAL en flamand) a pris le nom de POS (Parti Ouvrier Socialiste – SAP en flamand) pour devenir en 2008 la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) tandis que les camarades flamands conservaient l'appellation SAP. Jos est resté membre de l'organisation jusqu'à son décès.

Après quelques années, Jos et moi nous sommes retrouvés dans la Commission Enseignement de la LRT. La Commission rassemblait principalement des syndicalistes révolutionnaires affiliés au syndicat socialiste FGTB (Fédération Générale des Travailleurs de Belgique) au sein de la CGSP (Centrale Générale des Services Publics). La CGSP constituait alors un syndicat national regroupant 50 000 affiliés et ce, jusqu'aux années 1980, quand ce syndicat a été scindé en deux parties suivant une division communautaire entre les Flamands, d'un côté, et les francophones, de l'autre. Jos faisait partie de la Régionale d'Anvers, la régionale flamande la plus radicale, et moi de celle de Liège, la régionale wallonne la plus à gauche. Nos deux régionales comptaient chacune environ 5 000 membres et avaient une véritable vie démocratique : des assemblées générales très régulières décidaient des orientations à prendre et éalisaient la direction régionale et les délégations aux instances nationales de décision. Nous avons contribué à mettre en place ce que nous appelions l'axe A - B - LC - Lg, c'est-à-dire, une alliance politique entre les régionales d'Anvers, de Bruxelles, du Centre (La Louvière) et de Liège. Nous avons aussi des relais dans la province du Limbourg. Quand les délégués de ces régionales se mettaient d'accord sur une même position combative, ils arrivaient à entraîner tout le syndicat derrière eux car l'addition des affiliés de ces régionales constituait une majorité qui pouvait emporter la décision d'une grève au niveau du secteur de l'enseignement ou l'adoption d'une position politique de fond à faire ensuite partager dans l'ensemble du syndicat FGTB qui comptait plus d'un million d'affiliés. Jos jouait un rôle actif au comité de la Régionale d'Anvers.

Autres points de rencontre concernant l'enseignement : Jos était mû par la volonté de développer une pédagogie émancipatrice pour les opprimés, en l'occurrence les jeunes scolarisés d'origine populaire et/ou étrangère.

Jos a aussi participé à fond au combat des travailleurs communaux (on disait « les communaux ») d'Anvers et de Liège quand ces deux villes, en particulier Liège, lourdement endettées dans les

années 1980, ont été soumises à des mesures drastiques d'austérité : réduction des salaires, licenciements massifs, réduction des investissements, privatisation des services... Pendant les grèves des « communaux » liégeois, notamment celle qui a duré d'avril à juillet 1983, Jos avait emmené ses collègues anversoïses à Liège pour exprimer leur solidarité : il avait pris la parole lors d'une assemblée d'un millier de grévistes.

Jos était aussi un internationaliste convaincu. Là aussi, nous nous sommes constamment retrouvés : actions de solidarité avec les travailleurs polonais en 1980-1983, avec les mineurs britanniques en 1984-1985, organisation de brigades de solidarité au Nicaragua sandiniste entre 1985 et 1990, actions de solidarité à l'égard des internationalistes de Tuzla et de Sarajevo pendant la guerre de Yougoslavie dans la première moitié des années 1990, sans oublier la solidarité avec la lutte du peuple palestinien...

Ces actions ont été menées dans le cadre de l'ONG Socialisme Sans Frontières et d'un regroupement de syndicalistes de la FGTB qui s'appelait « FGTBistes pour le Nicaragua ».

Non contents de lutter contre les politiques d'austérité appliquées en Belgique sous le prétexte de rembourser la dette, nous avons créé ensemble le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) le 15 mars 1990 [2] en compagnie de camarades flamands comme Paul Verbrake (décédé), Anke Hintjens, Chris Den Hond et, du côté francophone, de Denise Comanne [3] et de bien d'autres. Il est frappant de constater que 20 ans plus tard, la dette publique au Nord est revenue sur le devant de la scène.

A la mort d'Ernest Mandel, un des principaux dirigeants de la Quatrième Internationale, nous avons participé activement à la création de la Fondation Ernest Mandel dont Jos est devenu permanent pendant quelques années.

Au cours de ces années 1990, Jos a renforcé son engagement dans la lutte antiraciste face à la montée en Flandres du Vlaams Blok, parti d'extrême droite fascisant. Le soutien aux enfants de sans papiers, menacés d'être exclus du droit d'aller à l'école, a demandé de plus en plus d'énergie à Jos.

Finalement, lorsqu'il a atteint l'âge de la retraite, Jos est allé s'installer au Kenya, le pays de son épouse. C'est là que nous nous sommes retrouvés en janvier 2007, lors du Forum social mondial tenu à Nairobi. Jos a aidé la délégation du CADTM composée d'une vingtaine de membres venus de Côte d'Ivoire, du Congo Brazzaville, de la République démocratique du Congo, du Pakistan, du Japon, de Tunisie, d'Inde, du Sénégal, du Mali, du Niger, de France et de Belgique. Lors de son passage en Belgique, trois semaines avant son décès, Jos avait encore demandé une vingtaine de livres du CADTM en anglais qu'il a remis à des organisations kenyanes parmi lesquelles Kengo et le People's Parliament.

Bien qu'installé en Afrique, Jos se tenait systématiquement au courant de la politique en Belgique.

Avec le décès de Jos, c'est une partie de nous qui s'en va. Je suis certain de ne pas être le seul à vivre intensément sa disparition prématurée. Nous gardons le souvenir de son engagement obstiné, sérieux, mais aussi de ses éclats de rire homériques ainsi que de la grande chaleur humaine qu'il dégageait.

Eric Toussaint

Notes

[1] Personnellement, je précise que cette appellation ne me plaisait pas trop ; j'avais soutenu d'ailleurs lors de la fondation de ce parti, une autre proposition - Ligue Socialiste Révolutionnaire - car je pensais avec d'autres que le terme « travailleur » était trop étroit alors qu'il nous fallait rassembler tous les opprimés.

[2] En Belgique, les personnes morales qui ont contribué à la fondation en 1990 du CADTM sont issues d'horizons divers et témoignent du caractère pluriel du CADTM : des mouvements d'éducation populaire (Equipes Populaires — mouvement d'éducation permanente lié au Mouvement ouvrier chrétien —, Fondation Joseph Jacquemotte, Fondation Léon Lesoil, Union des Progressistes juifs de Belgique), des syndicats (deux régionales de la CGSP, Centrale générale des Services publics — celle de Liège et celle du Limbourg —, l'ensemble du secteur Enseignement de la CGSP, la régionale d'Anvers de l'ACOD Onderwijs, la Fédération des métallurgistes de la Province de Liège) des ONG (Peuples solidaires, GRESEA, Forum Nord-Sud, Centre Tricontinental, Socialisme sans Frontières, FCD Solidarité Socialiste, Oxfam Solidarité, Centre national de Coopération au Développement), de comités de solidarité (Comité Mennan Men-Haïti, Comité Amérique centrale de Charleroi), des mouvements de la paix (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie — CNAPD —, VREDE), des partis (Parti ouvrier socialiste, Parti communiste), et une association féminine "Refuge pour femmes battues et leurs enfants". Voir http://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=21

[3] Je cite ici les membres du Conseil d'administration du CADTM publiés avec les statuts du CADTM au Moniteur - journal officiel belge - en février 1992. Paul Verbrake n'était pas membre du CA mais il avait joué un rôle actif dans le lancement du CADTM et avait ouvert avec Jos Geudens et moi le premier compte bancaire du CADTM.